



RGPP: LES ENGAGEMENTS DE CHRISTINE ALBANEL S'EFFONDRENT...

Depuis des mois, la CGT-Culture n'a eu de cesse de dénoncer la casse des politiques culturelles publiques que constitue la suppression des directions de l'Architecture, des Musées, des Archives de France, du Patrimoine, ravalées au rang de simples services d'une direction générale des Patrimoines disparate et inapte à assurer l'identité et l'autorité de l'État dans ces domaines.

Durablement, il nous a été rétorqué que la preuve de l'importance que le Gouvernement continuait à apporter à l'Architecture, aux Musées et aux Archives serait faite par le maintien de *directeurs, adjoints au directeur général, nommés en Conseil des ministres* pour chacun de ces domaines.

La Ministre l'a présenté à plusieurs reprises devant les représentants syndicaux comme un enjeu l'engageant personnellement.

Or, il est aujourd'hui avéré que les responsables des services de l'Architecture, des Musées et des Archives **ne seront plus nommés en Conseil des ministres et ne seront que les *directeurs-adjoints* du directeur général, c'est à dire, soyons clairs, de simples chefs de services**. Il en est de même pour les Arts plastiques, le Livre et la lecture.

Pour faire passer la pilule, il est toutefois concédé le rang de directeur pour la première nomination suivant l'entrée en vigueur du futur décret *relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication*, mais ce ne sera plus le cas ensuite. Cette mesure démagogique est une injure pour les directeurs en place.

Voilà ce que vaut l'engagement de la Ministre.

La CGT-Culture dénonce cette nouvelle démonstration de mauvaise foi et poursuivra le combat contre le démantèlement de l'administration centrale du ministère de la culture.

Paris, le 29 mai 2009